

En Turquie « si le processus de paix échoue, Erdoğan et le PKK seront les seuls à blâmer »

mardi 24 septembre 2013, par [Mehmet Baransu](#), [Pierre Pandelé](#)

Un article en forme d'interpellation d'un journaliste de Taraf (*centre-gauche*) sur le processus de paix, qui est en train de s'enfermer, doucement mais sûrement. Etyen Mahçupyan écrivait il y a quelques jours (« [La Turquie et la question kurde : Etyen Mahçupyan "Les avantages du flou artistique"](#) ») dans Zaman que le flou qui régnait sur les négociations constituait un avantage permettant à l'AKP et au PKK de poursuivre pragmatiquement leurs agendas respectifs sans enterrer pour autant la perspective de résolution. Mehmet Baransu semble penser l'inverse et considérer que l'amateurisme dont on a fait preuve menace gravement les pourparlers.

Lorsqu'on mène des pourparlers avec des organisations terroristes, il faut se mettre d'accord au préalable sur l'ouverture des négociations, leur périmètre ainsi que le calendrier à suivre. Il faut s'asseoir à la table en ayant pour objectif de résoudre définitivement le problème. Le sérieux est fondamental en la matière. Car c'est une situation décisive pour un État.

Les pourparlers ne souffrent pas l'improvisation. On n'avance pas en louvoyant en fonction de la situation intérieure ou de la politique internationale. La première étape suppose de définir un certain nombre de lignes rouges et un calendrier auxquels les décideurs politique et l'organisation assis à la table des négociations se doivent tous deux de rester fidèle.

Parmi ces lignes rouges, la plus importante est celle qui concerne la date de début et de fin du retrait des troupes. Il est également impératif de mener à bien et intégralement les réformes légales et les décisions institutionnelles promises.

Malheureusement de ce point de vue on ne peut pas dire que le PKK et le gouvernement AKP se soient engagés dans le processus de résolution avec le sérieux requis. La délégation envoyée auprès d'Öcalan aurait du inclure des personnalités conscientes de leur responsabilité et capables de faire preuve de la pondération nécessaire. Enfin le processus de négociation aurait du être mené du début à la fin avec les mêmes personnalités, choisies d'un commun accord.

Or les envoyés du BDP se sont laissés aller au plaisir des retrouvailles avec Öcalan et à leurs appétits politiques personnels, et le Premier ministre s'est quant à lui lancé dans des calculs complexes en établissant des listes de noms selon son bon plaisir. A force de voir les noms des délégués changer, l'affaire a pris des allures de casse-brique.

La même légèreté a prévalu sur la question du calendrier. Les dates du retrait des troupes n'ont pas été respectées. Les réformes sur l'enseignement en langue maternelle et la diminution du seuil électoral n'ont pas été faites.

La conséquence la plus dommageable de cette absence de sérieux a été d'altérer le processus de paix lui-même qui a dégénéré en guerre de communiqués. Durant toute l'opération les responsables du BDP, de l'AKP et du KCK [organisation civile émanant du PKK] n'ont eu de cesse de tirer la corde à eux, pratiquant qui l'optimisme, qui le bluff, qui la menace. Les négociations ont commencé à patiner pour finalement stopper.

Le manque de transparence des pourparlers ainsi que le flou total sur le contenu de l'accord et les

engagements pris n'ont pas permis de faire pression sur celui des deux camps qui ne jouait pas le jeu, en l'exposant à la critique publique. Or si l'ont avait déclaré d'entrée de jeu les points d'accord, il aurait été possible de déterminer la responsabilité du camp qui était en train de mettre en péril les négociations.

Actuellement le gouvernement et le PKK se renvoient la balle et la seule chose que nous constatons, c'est qu'aucun d'eux n'a tenu ses engagements vis à vis de l'autre. J'ai espoir qu'il s'agisse là d'une simple pause. Je n'ai souhaite pas penser à ce qui pourrait advenir dans le cas contraire.

Venons-en à la question des bonnes intentions ; on peut déduire de l'état actuel des négociations que dès le départ personne n'avait misé sur une solution durable. Les négociations ont été engagées en vue d'obtenir des bénéfices [à court terme].

Tayyip Erdoğan s'est assis à la table des négociations afin de disposer de l'accord du BDP pour passer d'un régime parlementaire à un régime « présidentiel » [1] et s'assurer de remporter les trois élections à venir [locales et présidentielles en 2014, législatives en 2015]. Le PKK visait quant à lui à compenser les pertes subies sur le terrain après les coups très durs portés en 2012 [par l'armée turque], à reconstituer son armature urbaine qui s'était volatilisée à la suite des procès KCK, à dissuader la Turquie d'intervenir en Syrie contre ses forces autonomes et enfin à s'arroger le monopole de la représentation des Kurdes sur la scène internationale.

Le mouvement Occupy Gezi a signé la fin du rêve « *présidentiel* ». Le PKK a achevé de reconstituer ses forces sur le terrain et dans les villes, et en Syrie il est parvenu à fonder un État qui ne dit pas son nom. Et les deux camps ont commencé à lever le pied dans le processus de paix.

En dépit des mobiles de chaque camp, les négociations ont éveillé un immense espoir et de grandes attentes au sein du peuple. En l'état actuel des choses personne ne peut se permettre un retour en arrière. Le prix à payer en serait extrêmement lourd.

En tant que partisans de la paix et de la prospérité des peuples turc et kurde, nous souhaitons voir honorer toutes les promesses faites par chacun des camps, quelles qu'elles soient. Puisque vous avez promis de « *boire le calice jusqu'à la lie* » [2], faites-le donc sans barguigner votre devoir concernant les droits fondamentaux au lieu de vous inquiéter pour quelques points de pourcentage de voix en moins.

Le PKK doit également honorer son engagement de renoncer aux armes. Nul n'a le droit de laisser mourir les espoirs de résolution et d'abandonner le terrain aux puissances étrangères et à leurs manœuvres inconsidérées.

Si tel est le cas, Tayyip Erdoğan et le PKK seront alors les seuls à blâmer.

Voir en ligne : [Un poisson dans le Rakı](#)

Sources

[Mehmet Baransu : « Erdoğan et le PKK seront les seuls à blâmer »](#)

Un poisson dans le Rakı - Traduction en français de Pierre Pandelé - mardi 17 septembre 2013

[Bu vebal sizin](#)

Mehmet BARANSU pour TARAF - lundi 16 septembre 2013

Notes

[1] Si le gouvernement turc parle de système présidentiel et prétend vouloir s'inspirer de l'exemple américain (où l'exécutif est contrebalancé par des pouvoirs législatif et judiciaire forts et indépendants), il lorgne en réalité du côté d'un système semi-présidentiel du type de celui de notre V^e République, avec une élection présidentielle au suffrage universel direct qui fonctionnerait comme un « *sacre républicain* » et un Parlement réduit à la portion congrue. D'autant que contrairement à des pays

comme la Russie ou le Brésil, qui ont adopté le même type de régime et de scrutin, la Turquie est un pays extrêmement jacobin où l'État central prime sur tout, même si la décentralisation voire une certaine forme de « *fédéralisation* » font partie des contreparties évoquées par le BDP et le PKK en échange d'un soutien au changement de constitution.

[2] Propos tenus par Erdoğan le 27 février 2013 : « *Nous recourrons à tous les moyens nécessaires en faveur d'une solution. S'il faut boire le calice jusqu'à la lie, nous le boirons si cela permet au pays de retrouver la sérénité.* »